

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 07 avril 2016

L'an deux mille seize, le sept avril deux mille seize, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 31 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

La séance est ouverte à 19 heures.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Séverin BATFROI à M. Jérôme MERLE - Mme Sandrine VITALI à Mme Nathalie BRITES - M. M'Hamed BENHAROUGA à Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA à M. Dominique IZZO - M. David BUISSON à M. Amédée MATRAIRE - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY

Absent(s) excusés : Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) :

| | | |
|-----------------------------------|---|----|
| Nombre de conseillers en exercice | : | 33 |
| Nombre de conseillers présents | : | 26 |
| Nombre de votants | : | 32 |

Le Maire, Président de séance, a constaté que le quorum était atteint.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Jeannine ANTOINE a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 29 février 2016 a été approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire a informé les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

| |
|---|
| 1 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - COMPTE DE GESTION 2015 – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE |
|---|

Jeannine ANTOINE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R. 2311-1 et suivants, R.2321-1 et suivants, R. 2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT le budget primitif de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des recettes, les bordereaux de mandats et les bordereaux de titres de recettes ;

CONSIDERANT le compte de gestion du Trésorier de Fontaine accompagné des états de développement des comptes de tiers, de l'état de l'actif, de l'état du passif, de l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

CONSIDERANT qu'il a été vérifié que le Trésorier de Fontaine a repris dans ses écritures, le montant de chacun des soldes figurant au bilan de sortie de l'exercice 2015, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

CONSIDERANT que toutes les opérations sont régulières et que tous les comptes sont exacts dans leurs résultats ;

CONSIDERANT :

- L'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- L'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- La comptabilité des valeurs inactives ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

- De déclarer que le compte de gestion de l'exercice 2015, dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage, visé et certifié conforme par l'ordonnateur n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ;
- D'approuver le compte de gestion de 2015 dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DECLARER que le compte de gestion de l'exercice 2015, dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage, visé et certifié conforme par l'ordonnateur n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ;

D'APPROUVER le compte de gestion de 2015 dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage.

Le Maire quitte ensuite la salle et ne prend pas part au vote concernant la prochaine délibération.

Etaient présents : M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET -

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Séverin BATFROI à M. Jérôme MERLE - Mme Sandrine VITALI à Mme Nathalie BRITES - M. M'Hamed BENHAROUGA à Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA à M. Dominique IZZO - M. David BUISSON à M. Amédée MATRAIRE - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY -

Absent(s) excusés : Mme Béatrice HEMARD - M. Christian COIGNÉ

Absent(s) :

| | | |
|-----------------------------------|---|----|
| Nombre de conseillers en exercice | : | 33 |
| Nombre de conseillers présents | : | 25 |
| Nombre de votants | : | 31 |

| |
|--|
| 2 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - COMPTE ADMINISTRATIF 2015 BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE |
|--|

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R.2311-1 et suivants, R.2321-1 et suivants, R.2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Sassenage du 7 avril 2016 approuvant le compte de gestion 2015 du budget principal de la Ville ;

Après avoir examiné le compte administratif 2015 du budget principal de la Ville, et constaté que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion de Monsieur le Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le compte administratif 2015 du budget principal de la Ville, tel qu'il est résumé ci-dessous :

| | | DEPENSES | RECETTES |
|--|--|-----------------|-----------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | SECTION DE FONCTIONNEMENT | 16 861 889.68 € | 19 971 654.68 € |
| | SECTION D'INVESTISSEMENT | 4 221 348.93 € | 8 743 933.36 € |
| + | | | |
| REPORTS DE L'EXERCICE 2014 | Reports en section de fonctionnement (002) | | 809 603.65 € |
| | Reports en section d'investissement (001) | 708 095.77 € | |
| = | | | |
| TOTAL (réalisations + reports 2014) | | 21 791 334.38 € | 29 525 191.69 € |

| RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2015 | | | |
|---|-----------------|-----------------|-----------------------|
| | DEPENSES | RECETTES | RESULTAT |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | 16 861 889.68 € | 20 781 258.33 € | 3 919 368.65 € |
| SECTION D'INVESTISSEMENT | 4 929 444.70 € | 8 743 933.36 € | 3 814 488.66 € |

DE DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est de 3 919 368.65 € ;

DE DIRE que le résultat de la section d'investissement est de 3 814 488.66 € ;

DE DIRE que les restes à réaliser en 2015 sont les suivants :

| RESTES A REALISER | | | |
|--------------------------------------|---------------------------------|---|---|
| RESTES REALISER REPORTER 2016 | A A EN | | |
| | | DEPENSES | RECETTES |
| | Section d'investissement | 2 201 289, 94 € (dont 1 456 748.72 € en compte de tiers) | 1 517 311.33 € (dont 1 456 748.72 € en compte de tiers) |

DE CONSTATER les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

DE RECONNAITRE la sincérité des restes à réaliser ;

DE VOTER ET ARRETER les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés, le Maire étant sorti de la salle et ne prenant pas part au vote,

DECIDE,

D'APPROUVER le compte administratif 2015 du budget principal de la Ville, tel qu'il est résumé ci-dessous :

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|--|-----------------|-----------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | SECTION DE FONCTIONNEMENT | 16 861 889.68 € | 19 971 654.68 € |
| | SECTION D'INVESTISSEMENT | 4 221 348.93 € | 8 743 933.36 € |
| + | | | |
| REPORTS DE L'EXERCICE 2014 | Reports en section de fonctionnement (002) | | 809 603.65 € |
| | Reports en section d'investissement (001) | 708 095.77 € | |
| = | | | |
| TOTAL (réalisations + reports 2014) | | 21 791 334.38 € | 29 525 191.69 € |

| RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2015 | | | |
|------------------------------------|-----------------|-----------------|----------------|
| | DEPENSES | RECETTES | RESULTAT |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | 16 861 889.68 € | 20 781 258.33 € | 3 919 368.65 € |
| SECTION D'INVESTISSEMENT | 4 929 444.70 € | 8 743 933.36 € | 3 814 488.66 € |

DE DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est de 3 919 368.65 € ;

DE DIRE que le résultat de la section d'investissement est de 3 814 488.66 € ;

DE DIRE que les restes à réaliser en 2015 sont les suivants :

| RESTES A REALISER | | | |
|-------------------------------|--------------------------|---|---|
| RESTES REALISER REPORTER 2016 | A A EN | DEPENSES | RECETTES |
| | Section d'investissement | 2 201 289, 94 € (dont 1 456 748.72 € en compte de tiers) | 1 517 311.33 € (dont 1 456 748.72 € en compte de tiers) |

DE CONSTATER les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

DE RECONNAITRE la sincérité des restes à réaliser ;

DE VOTER ET ARRETER les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

Le Maire reprend sa place comme président de séance et l'exposé des questions à l'ordre du jour se poursuit.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET -

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Séverin BATFROI à M. Jérôme MERLE - Mme Sandrine VITALI à Mme Nathalie BRITES - M. M'Hamed BENHAROUGA à Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA à M. Dominique IZZO - M. David BUISSON à M. Amédée MATRAIRE - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY

Absent(s) excusés : Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) :

| | | |
|-----------------------------------|---|----|
| Nombre de conseillers en exercice | : | 33 |
| Nombre de conseillers présents | : | 26 |
| Nombre de votants | : | 32 |

| |
|---|
| 3 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - AFFECTATION DES RÉSULTATS 2015 |
|---|

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

VU le compte administratif 2015 de la Commune et le compte de gestion du Trésorier de Fontaine ;

VU les délibérations du Conseil Municipal du 7 avril 2016 approuvant le compte administratif 2015 et le compte de gestion 2015 du Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

| AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE | | |
|--|------------------|-------------------------|
| Résultat de fonctionnement | | |
| <u>A - Résultat de l'exercice :</u> | | + 3 109 765.00€ |
| précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) | | |
| <u>B - Résultats antérieurs reportés :</u> | | + 809 603.65 € |
| ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit) | | |
| C Résultat à affecter : | | |
| 1) = A+B (hors restes à réaliser) | | |
| (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous) | | |
| Résultat à affecter | Total (C) | + 3 919 368.65 € |
| <u>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</u> | | |
| D 001 (besoin de financement au compte de gestion) | | + 4 522 584.43 € |
| précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) | | |
| <u>Résultats antérieurs reportés :</u> | | - 447 598.33 € |
| ligne 001 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit) | | |
| Rappel pour information : | | |
| Solde des restes à réaliser d'investissement : recettes | | + 60 562.61 € |
| dépenses | | - 744 541.22 € |
| AFFECTATION (=G+H) | | |
| 1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement | | 1 959 684.32€ |
| 2) H - Report en fonctionnement R 002 | | 1 959 684.33€ |
| DÉFICIT REPORTÉ | | 0.00 € |

D'ARRETER les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2015,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

| AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE | | |
|--|------------------|-------------------------|
| Résultat de fonctionnement | | |
| A - Résultat de l'exercice : | | + 3 109 765.00€ |
| précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) | | |
| B - Résultats antérieurs reportés : | | + 809 603.65 € |
| ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit) | | |
| C Résultat à affecter : | | |
| 1) = A+B (hors restes à réaliser) | | |
| (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous) | | |
| Résultat à affecter | Total (C) | + 3 919 368.65 € |
| D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -) | | |
| D 001 (besoin de financement au compte de gestion) | | + 4 522 584.43 € |
| précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) | | |
| Résultats antérieurs reportés : | | - 447 598.33 € |
| ligne 001 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit) | | |
| Rappel pour information : | | |
| Solde des restes à réaliser d'investissement : recettes | | + 60 562.61 € |
| dépenses | | - 744 541.22 € |
| AFFECTATION (=G+H) | | |
| 1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement | | 1 959 684.32€ |
| 2) H - Report en fonctionnement R 002 | | 1 959 684.33€ |
| DÉFICIT REPORTÉ | | 0.00 € |

D'ARRETER les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2015,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

4 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL DE LA VILLE - EXERCICE 2016

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du conseil municipal en date du 29 février 2016 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le budget primitif principal de la Ville 2016 comme suit :

| FONCTIONNEMENT | | | |
|---------------------------------------|--|--|--|
| | | Dépenses de la section de fonctionnement | Recettes de la section de fonctionnement |
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 17 271 058.11 € | 15 311 373.78 € |
| | | | |
| | | + | + |
| REPORT | RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT | 0 | 0 |
| | | (si déficit) | (si excédent) |
| | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE -BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE | | 1 959 684.33 € |
| | 002 - TOTAL RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | | 1 959 684.33 € |
| | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 17 271 058.11 € | 17 271 058.11 € |

| INVESTISSEMENT | | | |
|----------------|---|---|---|
| | | Dépenses de la section d'investissement | Recettes de la section d'investissement |
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 8 624 546.21 € | 6 950 784.88 € |
| | | | |
| | | + | + |
| REPORT | RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT- BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE | 2 201 289.94 € | 60 562.61 € |
| | | (si déficit) | (si excédent) |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE | 0.00 € | 3 814 488.66 € |
| | | | |

| | | | |
|--|---|------------------------|------------------------|
| | 001 TOTAL SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 0.00 € | 3 814 488.66 € |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 10 825 836.15 € | 10 825 836.15 € |
| | TOTAL DU BUDGET | 28 096 894.26 € | 28 096 894.26 € |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** PAR VINGT SEPT VOIX POUR,**

M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Séverin BATFROI - Mme Sandrine VITALI - M. M'Hamed BENHAROUGA – M. Adrien PSILA - M. David BUISSON

*** ET CINQ VOIX CONTRE**

M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET – Mme Véronique FERRAZZI

DECIDE,

D'APPROUVER le budget primitif principal de la Ville 2016 comme suit :

| FONCTIONNEMENT | | | |
|-----------------------|--|---|---|
| | | Dépenses de la section de fonctionnement | Recettes de la section de fonctionnement |
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 17 271 058.11 € | 15 311 373.78 € |
| | + | + | + |
| REPORT | RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT | 0 | 0 |
| | | <i>(si déficit)</i> | <i>(si excédent)</i> |
| | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE | | 1 959 684.33 € |

| | | | |
|----------|---|------------------------|------------------------|
| | 002 - TOTAL RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | | 1 959 684.33 € |
| = | | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 17 271 058.11 € | 17 271 058.11 € |

| INVESTISSEMENT | | | |
|-----------------------|--|---|---|
| | | Dépenses de la section d'investissement | Recettes de la section d'investissement |
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 8 624 546.21 € | 6 950 784.88 € |
| + | | + | + |
| REPORT | RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT- BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE | 2 201 289.94 € | 60 562.61 € |
| | | <i>(si déficit)</i> | <i>(si excédent)</i> |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE | 0.00 € | 3 814 488.66 € |
| | 001 TOTAL SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 0.00 € | 3 814 488.66 € |
| = | | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 10 825 836.15 € | 10 825 836.15 € |
| | TOTAL DU BUDGET | 28 096 894.26 € | 28 096 894.26 € |

**5 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION
VOTE DES TAUX 2016 DES TROIS TAXES COMMUNALES**

M. Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R.2311-1 et suivants, R.2321-1 et suivants, R.2331-1 et suivants ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du Conseil Municipal du 29 février 2016 ;

CONSIDERANT que les taux des trois taxes locales directes n'ont pas été modifiés en 2014 ;

CONSIDERANT la volonté de la Municipalité de ne pas augmenter les taux afin de ne pas alourdir la pression fiscale sur les foyers sassenageois ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE MAINTENIR les taux des trois taxes communales de Sassenage pour l'année 2016 comme suit :

| | |
|--|----------------|
| Taxe d'Habitation (TH) | 16.20 % |
| Taxe sur le Foncier Bâti (TF) | 35.77 % |
| Taxe sur le Foncier non Bâti (TFNB) | 68.61 % |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE MAINTENIR les taux des trois taxes communales de Sassenage pour l'année 2016 comme suit :

| | |
|--|----------------|
| Taxe d'Habitation (TH) | 16.20 % |
| Taxe sur le Foncier Bâti (TF) | 35.77 % |
| Taxe sur le Foncier non Bâti (TFNB) | 68.61 % |

6 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - SUBVENTIONS 2016

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10, obligeant toute autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant est supérieur à 23 000 euros par an à conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant, les modalités de versement et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ;

VU l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du Conseil Municipal en date du 29 février 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal du 07 avril 2016 approuvant le budget primitif principal 2016 de la Ville ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER le programme des subventions communales 2016 pour un montant de :

- 272 669 € aux associations,
- 507 650 € au CCAS de Sassenage,

tel que défini dans le tableau suivant et annexé au budget primitif principal 2016 de la Ville, en section de fonctionnement, au chapitre 65, pour les associations :

| Subventions de fonctionnement 2016 | |
|---|----------|
| Socioculturelles et diverses | |
| AIDE ET ACTION EN ISERE | 400 € |
| A.N.A.C.R | 200 € |
| ACADEMIE DE DANSE CORPS ET GRAPHIE | 54 500 € |
| AMICALE DES DONNEURS DE SANG | 300 € |
| AMICALE DES ANCIENS SAPEURS-POMPIERS | 300 € |
| AMIS DU CHÂTEAU | 600 € |
| ART ET POTERIE MELUSINE | 435 € |
| H.E.A.L. | 550 € |
| ATELIER PHOTOGRAPHIE SASSENAGEOIS | 300 € |
| BANQUE ALIMENTAIRE | 500 € |
| CIE LES BLEUS DE SASSENAGE | 300 € |
| CLUB TEMPS LIBRE | 400 € |
| CONCILIATEURS MEDIEATEURS DU DAUPHINE | 100 € |
| CONFRERIE BLEU VERCORS SASSENAGE | 1 500 € |
| ENVIRONNEMENT ET NATURE A SASSENAGE ENS | 3 000 € |
| ESPOIR SASSENAGE | 400 € |
| F.N.A.C.A. | 500 € |
| GROUPE ITALIANISANT DE SASSENAGE | 600 € |
| HYPE IN STYLE | 8 600 € |
| LA CITE | 14 000 € |
| LA ROUTE DE LA SOIE | 350 € |
| LES CHŒURS DE SASSENAGE | 400 € |
| LES CHŒURS EN FÊTE | 200 € |
| Subventions de fonctionnement 2016 | |
| LE SOLEIL SE LEVE A L'EST | 300 € |
| LES RESTOS DU CŒUR | 400 € |
| ORCHESTRE HARMONIE DE SASSENAGE | 4 000 € |
| RIGODONS ET TRADITIONS | 1 000 € |
| SASSENAGE ENGLISH FRIENDSHIP | 500 € |

| | |
|---|------------------|
| SASSENAGE PHILATELIE | 280 € |
| SAUVETEURS SECOURISTES | 4 000 € |
| SOCIETE MYCOLOGIQUE DE SASSENAGE | 300 € |
| U.M.A.C. | 500 € |
| U.N.R.P.A. | 800 € |
| Total Socioculturelles et diverses | 100 515 € |
| Sportives | |
| ACCA SAINT HUBERT | 450 € |
| ARCHERS DE L'OVALIE | 1 500 € |
| AS DESCHAUX | 400 € |
| AS FLEMING | 400 € |
| ATHLETIC CLUB SASSENAGEOIS | 900 € |
| AVIRON | 500 € |
| BADMINTON CLUB | 1 500 € |
| BASKET USS | 9 000 € |
| CLUB MONTAGNARD SASSENAGEOIS | 800 € |
| CYCLOTOURISME USS | 1 000 € |
| ECOLE DE PLONGEE SASSENAGEOISE | 200 € |
| FOOTBALL USS | 23 500 € |
| GYMNASTIQUE VOLONTAIRE | 3 000 € |
| JUDO CLUB | 7 000 € |
| KARATE CLUB | 2 200 € |
| KEEP COOL SASSENAGE | 400 € |
| NATATION | 10 000 € |
| OPEX 38 | 250 € |
| PETANQUE LOISIRS SASSENAGE | 900 € |
| PLAN D'EAU DE L'OVALIE | 900 € |
| PLONGEE | 1 100 € |
| ROLLERS HOCKEY | 1 000 € |
| RSI | 10 600 € |
| TENNIS CLUB | 4 700 € |
| TENNIS DE TABLE | 5 500 € |
| TRUITE SASSENAGE | 600 € |
| TWIRLING BATON | 3 180 € |
| VOLLEY ASS | 500 € |
| Total Sportives | 91 980 € |
| Scolaires | |
| SCOLAIRE : PROJETS PEDAGOGIQUES | 10 000 € |
| SCOLAIRE : CLIS | 8 000 € |
| SCOLAIRE : DDEN | 150 € |
| SCOLAIRE : PROJETS CULTURELS | 9 024 € |
| Total Scolaires | 27 174 € |
| Subventions de fonctionnement 2016 | |
| Sass'Partage | |
| SASS'PARTAGE | 46 000 € |
| Total Sass'Partage | 46 000 € |

| | |
|---|------------------|
| TOTAL SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2016 | 265 669 € |
| | |
| Subventions exceptionnelles | |
| Exceptionnelles non affectées | 7 000 € |
| | |
| TOTAL SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES 2016 | 7 000 € |
| | |
| TOTAL GENERAL | 272 669 € |

D'ADOPTER le programme de répartition des subventions tel que détaillé ci-dessus,

D'INSCRIRE l'ensemble de ces programmes de subventions (associations et CCAS), au budget primitif principal 2016, au chapitre 65.

D'APPROUVER la signature d'une convention d'objectifs avec les bénéficiaires, dont un projet type est annexé, celle –ci étant en outre obligatoire pour toute subvention supérieure à 23 000 € par an.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés, *M. Michel BARRIONUEVO n'ayant pas pris part au vote concernant la subvention à la Société Mycologique de Sassenage, Mme Florence PARVY n'ayant pas pris part au vote concernant la subvention à l'Athlétic Club Sassenageois, M. Amédée MATRAIRE et Mme Evelyne ARNAUD n'ayant pas pris part au vote concernant la subvention à Pétanque Loisirs Sassenage, Mme Sylvie GENIN-LOMIER n'ayant pas pris part au vote concernant la subvention à Rollers Hockey,*

DECIDE,

D'ADOPTER le programme des subventions communales 2016 pour un montant de :

- 272 669 € aux associations,
- 507 650 € au CCAS de Sassenage,

tel que défini dans le tableau ci-dessus et annexé au budget primitif principal 2016 de la Ville, en section de fonctionnement, au chapitre 65, pour les associations,

D'ADOPTER le programme de répartition des subventions tel que détaillé ci-dessus,

D'INSCRIRE l'ensemble de ces programmes de subventions (associations et CCAS), au budget primitif principal 2016, au chapitre 65,

D'APPROUVER la signature d'une convention d'objectifs avec les bénéficiaires, dont un projet type est annexé, celle –ci étant en outre obligatoire pour toute subvention supérieure à 23 000 € par an.

| |
|--|
| 7 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - PROVISIONS POUR GARANTIES D'EMPRUNTS |
|--|

Jeannine ANTOINE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2252-1 et suivants, D.2252-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU la délibération en date du 17 décembre 2008 relative aux provisions pour garanties d'emprunts ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner les garanties d'emprunts accordées aux bailleurs sociaux dans le cadre d'aménagements et d'opérations de construction de logements sociaux sur le territoire de la Commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 90 222,08 € (montant total des garanties annuelles) pour l'exercice 2016,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15172/ONV/01/Chapitre 040.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

PROVISIONNER à hauteur de 90 222,08 € (montant total des garanties annuelles) pour l'exercice 2016,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15172/ONV/01/Chapitre 040.

| |
|---|
| 8 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES SUR EMPRUNTS |
|---|

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2252-1 et suivants, D.2252-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2013 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner pour risques et charges sur emprunts (budgétaires) dans le cadre des prêts structurés mis en place suite à renégociation ;

PROPOSE au Conseil Municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 900 000 € (montant total des intérêts provisionnés) à l'exercice 2016,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15112/ONV/01/Chapitre 040.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

PROVISIONNER à hauteur de 900 000 € (montant total des intérêts provisionnés) à l'exercice 2016,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15112/ONV/01/Chapitre 040.

| |
|---|
| 9 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION ET SUPPRESSIONS DE POSTES |
|---|

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 30 mars 2016 ;

CONSIDERANT la mobilité interne et externe des personnels ;

INDIQUE la nécessité de créer le poste budgétaire suivant :

1 poste à temps complet d'adjoint administratif principal 1^{ère} classe

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires vacants suivants :

2 postes à temps complet d'adjoint administratif 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'adjoint technique 1^{ère} classe

1 poste à temps non complet 29 h 44 mn/semaine d'adjoint technique 2^{ème} classe

1 poste à temps non complet 33 h 05 mn/semaine d'adjoint technique principal 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'adjoint du patrimoine 1^{ère} classe

1 poste à temps complet d'auxiliaire de puériculture 1^{ère} classe

1 poste à temps complet de rédacteur principal 2^{ème} classe

1 poste à temps complet de technicien principal 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal 1^{ère} classe

1 poste à temps non complet 17 h /20 h semaine d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe

1 poste à temps non complet 19 h 30 mn/20 h semaine d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe

1 poste à temps non complet 6 h 45 mn/ 20 h semaine d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'ingénieur

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

10 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES - MODIFICATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU COMITÉ TECHNIQUE (C.T.) ET DU COMITÉ D'HYGIÈNE DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.H.S.C.T.)

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 32, 33 et 33-1 prévoyant qu'un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social ;

VU le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26 ;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics, modifiant le décret n° 1985-565 du 30 mai 1985 ;

VU la délibération du conseil municipal du 26 mai 2014 portant désignation de représentants de la commune auprès du comité technique paritaire, prise suite à la nécessité après chaque élection municipale de procéder à la désignation de représentants de la commune siégeant au Comité Technique Paritaire de la commune de Sassenage ;

VU la délibération du conseil municipal du 3 juillet 2014 portant création d'un comité technique unique Ville et CCAS de Sassenage, proposant le maintien du paritarisme numérique en fixant à cinq, le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et en nombre égal celui des suppléants ;

VU la délibération du conseil municipal du 3 juillet 2014 portant création d'un comité d'hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT) unique Ville et CCAS de Sassenage, proposant le maintien du paritarisme numérique en fixant à cinq, le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et en nombre égal celui des suppléants ;

VU l'arrêté n° 2014-697 du 22 décembre 2014 relatif à la constitution du Comité Technique de la Ville et du CCAS de Sassenage au titre des représentants de la collectivité et des représentants du personnel ;

VU l'arrêté n° 2014-706 du 23 décembre 2014 relatif à la constitution du CHSCT de la Ville et du CCAS de Sassenage au titre des représentants de la collectivité et des représentants du personnel ;

RAPPELANT les élus désignés comme représentants de la commune auprès du Comité technique et du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de travail :
Titulaires (5 membres) :

M. Christian COIGNÉ
M. Jérôme MERLE
M. Jean-Pierre SERRAILLIER
M. Séverin BATFROI
M. Michel BARRIONUEVO

Suppléants (5 membres) :
Mme Jeannine ANTOINE
M. Philippe EVRARD
M. Amédée MATRAIRE
Mme Sandrine VITALI
Mme Florence PARVY

CONSIDERANT que M. Philippe EVRARD n'est plus conseiller municipal et qu'il convient de procéder à son remplacement auprès du CT et CHSCT ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DESIGNER M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS en remplacement de M. Philippe EVRARD comme représentant de la commune auprès du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de travail (CHSCT).

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DESIGNER M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS en remplacement de M. Philippe EVRARD comme représentant de la commune auprès du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de travail (CHSCT).

11 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER LA CONVENTION DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES ZONES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AVEC GRENOBLE ALPES-MÉTROPOLE

Jérôme GIACHINO,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;

VU la loi MAPTAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) du 27 janvier 2014, portant création de la métropole Grenoble Alpes Métropole ;

VU les articles L 5215-27 et 5217-7 du code général des collectivités territoriales, disposant que « la métropole peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou service relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres » ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la continuité et la sécurité des services publics relevant désormais de la Métropole, et qu'il importe donc d'adapter l'organisation de ses services ;

CONSIDERANT que dans l'attente de la stabilisation définitive de l'organisation métropolitaine, il convient que la Métropole puisse s'appuyer sur l'expérience de gestion de ces services par la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT qu'il convient de conclure entre la Métropole et chacune des communes, une convention lui permettant de leur confier la gestion de l'entretien des zones d'activités économiques et ce, pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

PRECISE que la commune s'acquitte de la totalité des charges nécessaires au fonctionnement régulier des services (éclairage public, propreté urbaine, espaces verts, viabilité hivernale) et sera remboursée par la Métropole sur la base des titres de recettes qui lui seront transmis deux fois par an, aux mois de juillet et de décembre ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet annexé de convention de gestion entre la Métropole et la Commune de Sassenage portant sur l'entretien des zones d'activités économiques ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention ;

D'AUTORISER le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le projet annexé de convention de gestion entre la Métropole et la Commune de Sassenage portant sur l'entretien des zones d'activités économiques ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention ;

D'AUTORISER le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

12 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE VIDÉO-PRÉVENTION- SUBVENTION SOLLICITÉE AUPRÈS DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA COHÉSION SOCIALE ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU l'article L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le Décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection modifié par le décret n° 2012-112 du 27 janvier 2012 ;

VU les articles 17 à 25 de la loi n°2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU les articles L. 223-1 à 8 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure ;

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage souhaite lutter efficacement contre les actes de délinquance et préserver l'intégrité des voies et des espaces publics de la commune ;

CONSIDERANT que la Ville souhaite améliorer le système de vidéo-prévention sur les sites et voies publiques sensibles existant de la commune (Carrefour des Martyrs, carrefour RD 1532 avec la rue des Pies, carrefour de l'Europe et carrefour RD 1532 avec la rue François Gerin et la rue du Guâ) en équipant ceux-ci de caméras fixes et investir dans un système permettant la récupération des images directement sur site et ce pour un montant de 39 400 € TTC ;

CONSIDERANT que l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances finance à hauteur de 20 à 40 % ces investissements au regard du caractère prioritaire du projet ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE SOLLICITER l'aide financière de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à la demande de subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** CINQ ABSTENTION(S), - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET,**

DECIDE,

DE SOLLICITER l'aide financière de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à la demande de subvention.

13 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX AÉRIENS CHEMIN DE LA ROLLANDIÈRE ET AU DROIT DU PONT DE LA R.D 1532 EN FRANCHISSEMENT DU FURON - APPROBATION DU PROJET ET DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION DÉNOMMÉE « ENFOUISSEMENT ROLLANDIÈRE – TRANCHE 2 » REMIS PAR LE SEDI.

Amédée MATRAIRE,

VU le code général des collectivités territoriales et son article L. 2121-29 ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU l'avant projet d'enfouissement des réseaux aériens implantés le long du chemin de la Rollandière, accompagné d'une estimation prévisionnelle, remis par le Syndicat des Energies du Département de l'Isère (SEDI) ;

CONSIDERANT que la Commune de Sassenage a transféré le 1^{er} janvier 2015 auprès de Grenoble-Alpes Métropole, la compétence relative au transport des énergies sur son territoire, ainsi que les opérations d'enfouissement des réseaux aériens, missions jusqu'alors dévolues au SEDI ;

CONSIDERANT que la Commune de Sassenage, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué sur l'opération d'aménagements de protection des personnes et des biens contre les crues du Furon en cours d'exécution sur son territoire, souhaite faire procéder, en étroite coordination avec ce chantier, à l'enfouissement des réseaux aériens positionnés le long d'un segment du chemin de la Rollandière et à hauteur du pont de la R.D. 1532 en franchissement du cours d'eau précité ;

CONSIDERANT que dans le cadre des accords conclus entre Grenoble-Alpes Métropole et la Commune de Sassenage il a été convenu que cette dernière assurerait la Maîtrise d'ouvrage en lieu et place de Grenoble-Alpes Métropole pour cette opération d'enfouissement des réseaux aériens ;

INDIQUE que la Commune a sollicité le SEDI pour acter ce projet d'enfouissement des réseaux aériens sur les zones susnommées et lancer l'ensemble des études et autres procédures nécessaires ;

PRECISE que les crédits correspondants à la part de remboursement des frais d'enfouissement, soit 62 991€ seront prélevés annuellement sur l'assiette de compensation (A.C), définie par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T) de Grenoble Alpes-Métropole, à hauteur de 6 299,10€ / an sur une durée de 10 ans.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet et le plan de financement de l'opération d'enfouissement de réseaux dénommée « Enfouissement Rollandière – tranche 2 » remis par le SEDI,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous actes afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le projet et le plan de financement de l'opération d'enfouissement de réseaux dénommée « Enfouissement Rollandière – tranche 2 » remis par le SEDI,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous actes afférents.

| |
|--|
| 14 - DAE – POLE DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE -- ADMISSIONS EN NON-VALEUR D'UNE TAXE D'URBANISME |
|--|

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales;

VU le décret n°98-1239 du 29 décembre 1998 publié au Journal Officiel du 30 décembre 1998 relatif à l'admission en non-valeur des taxes mentionnées à l'article L.255-A du livre des procédures fiscales et à l'article L.142-2 du Code de l'urbanisme ;

VU le courrier de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 5 janvier 2016 par lequel est joint un état de demande d'admission en non-valeur d'une taxe d'urbanisme ;

CONSIDERANT que la Direction Générale des Finances Publiques de l'Isère a transmis à la commune une demande d'admission en non-valeur de la taxe locale d'équipement relative au permis de construire 038 474 0001039 à la Société SA SAUNIER PLUMAZ, celle-ci s'avérant irrécouvrable ;

CONSIDERANT que le montant de la créance est de 3185 € net des frais d'assiette et de recouvrement (montant restant à recouvrer) ;

CONSIDERANT qu'au terme de la saisine de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Isère en date du 5 janvier 2016, il s'avère que la liquidation judiciaire de la société SAUNIER PLUMAZ a été prononcée en date du 10 mars 2015, et que la créance revêt, en conséquence, un caractère irrécouvrable ;

PROPOSE au Conseil municipal :

D'APPROUVER l'état récapitulatif annexé, celui-ci précisant le montant admis en non valeur ;

D'ACCEPTER la mise en non valeur de la somme de 3185 € correspondant au montant de taxe locale d'équipement due par la société SAUNIER PLUMAZ ;

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur du produit de la taxe d'urbanisme susvisé dont le montant global s'élève à 3185 € ;

DE DIRE que cette dépense sera inscrite au budget principal 2016 sur le compte budgétaire FIN/6541.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'état récapitulatif annexé, celui-ci précisant le montant admis en non valeur ;

D'ACCEPTER la mise en non valeur de la somme de 3185 € correspondant au montant de taxe locale d'équipement due par la société SAUNIER PLUMAZ ;

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur du produit de la taxe d'urbanisme susvisé dont le montant global s'élève à 3185 € ;

DE DIRE que cette dépense sera inscrite au budget principal 2016 sur le compte budgétaire FIN/6541.

**15 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – SAISINE DE L'EPFL DU
DAUPHINÉ EN VUE DU PORTAGE FONCIER DE LA PROPRIÉTÉ CLÉMENT, SISE 16
RUE DE LA RÉPUBLIQUE AU TITRE DU
VOLET HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL**

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L 2121-29 du Code Général des collectivités territoriales,

VU le code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 324-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral n°2002-11323 du 31 octobre 2002 créant l'Etablissement Public Foncier Local ;

VU le règlement intérieur de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné (EPFLD) en date du 12 mars 2015,

VU l'avis du service de France Domaine référencé n°2015-474 V2380 en date du 14 décembre 2015,

CONSIDÉRANT que depuis un arrêté préfectoral n°2014 212-022 en date du 31 juillet 2014, la commune de Sassenage fait l'objet d'un constat de carence au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux sur la période triennale 2011-2013,

CONSIDÉRANT que suite à l'arrêté préfectoral susvisé, les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) sont examinées par l'État pour l'exercice du droit de préemption suivant un arrêté préfectoral n°2014 309-0013 en date du 5 novembre 2014 instituant un droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Sassenage,

CONSIDÉRANT que dans ce cadre, les services de l'État ont manifesté leur intérêt pour préempter un terrain nu à bâtir cadastré section BD n°364, d'une superficie de 502 m², sis au 16 rue de la République au prix de 100 000 €, en vue de la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat, et en cohérence avec les objectifs déterminés en application de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation,

CONSIDÉRANT que l'exercice du droit de préemption a été délégué par l'Etat à l'EPFLD,

CONSIDÉRANT que par une décision en date du 15 janvier 2016, l'EPFLD a exercé son droit de préemption sur ladite parcelle pour la réalisation de deux logements sociaux,

EXPOSE que l'acquisition de la parcelle susvisée contribue à atteindre les objectifs assignés à la Commune de Sassenage en matière de production de logements sociaux fixés notamment par la loi SRU en date du 13 décembre 2000 et la loi ALUR en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025.

La maîtrise foncière du tènement permet, en outre, la réalisation de deux logements sociaux, mais permet d'envisager à terme la réalisation d'un projet d'ensemble restant à définir sur un périmètre plus élargi.

CONSIDÉRANT que dans l'attente d'un projet définitif sur ce secteur, il convient de mettre en réserve foncière cette propriété.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE SAISIR l'EPFL du Dauphiné afin d'assurer le portage foncier de ce tènement aux conditions définies dans la présente délibération.

DE SOLLICITER une mise en réserve foncière par l'EPFL.D au titre du dispositif « Habitat et Logement social » de la propriété constituée par la parcelle BD n° 364 sise au 16 rue de la République à Sassenage, au prix de 100 000 euros,

DE MANDATER l'EPFL.D pour mener toutes les négociations nécessaires à l'acquisition de la propriété précitée,

DE S'ENGAGER à respecter toutes les conditions de portage définies dans le règlement intérieur de l'EPFL.D tant sur le plan général que pour les conditions particulières relevant du dispositif « Habitat et Logement social »,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et Logement social », sont recevables les tènements s'intégrant dans une opération globale, présentant les caractéristiques suivantes :

- Pour la commune de Sassenage, en « constat de carence » au titre de la loi SRU : action de rattrapage avec objectif minimum de 30 à 50 % de logements locatifs sociaux pour les projets avec portage EPFLD avec mixité de nature (accession sociale + accession libre) pour réaliser les objectifs du PLH,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et logement social », la durée maximale de portage est de :

- Communes en constat de carence : 4 ans sans prolongation
- Autres communes : 6 ans + 2x2 ans de prolongation
- Si bail emphytéotique avec un bailleur : 15/20 ans (incluant la période de base) – taux de portage : 0,5%

DE NOTER que les frais de portage s'élèvent à 1% du prix de période de base (égal au prix acquisition + frais d'acquisition) par année de portage,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette réserve foncière et notamment la convention de portage et/ou d'opération ainsi que la convention de mise à disposition le cas échéant, dans le respect des conditions précisées dans la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SAISIR l'EPFL du Dauphiné afin d'assurer le portage foncier de ce tènement aux conditions définies dans la présente délibération.

DE SOLLICITER une mise en réserve foncière par l'EPFL.D au titre du dispositif « Habitat et Logement social » de la propriété constituée par la parcelle BD n° 364 sise au 16 rue de la République à Sassenage, au prix de 100 000 euros,

DE MANDATER l'EPFL.D pour mener toutes les négociations nécessaires à l'acquisition de la propriété précitée,

DE S'ENGAGER à respecter toutes les conditions de portage définies dans le règlement intérieur de l'EPFL.D tant sur le plan général que pour les conditions particulières relevant du dispositif « Habitat et Logement social »,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et Logement social », sont recevables les tènements s'intégrant dans une opération globale, présentant les caractéristiques suivantes :

- Pour la commune de Sassenage, en « constat de carence » au titre de la loi SRU : action de rattrapage avec objectif minimum de 30 à 50 % de logements locatifs sociaux pour les projets avec portage EPFLD avec mixité de nature (accession sociale + accession libre) pour réaliser les objectifs du PLH,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et logement social », la durée maximale de portage est de :

- Communes en constat de carence : 4 ans sans prolongation
- Autres communes : 6 ans + 2x2 ans de prolongation
- Si bail emphytéotique avec un bailleur : 15/20 ans (incluant la période de base) – taux de portage : 0,5%

DE NOTER que les frais de portage s'élèvent à 1% du prix de période de base (égal au prix acquisition + frais d'acquisition) par année de portage,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette réserve foncière et notamment la convention de portage et/ou d'opération ainsi que la convention de mise à disposition le cas échéant, dans le respect des conditions précisées dans la présente délibération.

**16 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – LIEU-DIT LES PORTES :
ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION D N°18 APPARTENANT À LA
BNP PARIBAS SA**

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L.1311-9 et L1311-10 relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'Etat dans le cadre d'opérations immobilières ;

VU le plan local d'urbanisme (PLU) de Sassenage approuvé par délibération en date du 12 juillet 2005, modifié successivement par délibérations en date du 24 septembre 2009, du 25 février 2010, du 15 décembre 2011, du 17 décembre 2012 et du 26 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage souhaite acquérir la parcelle cadastrée section D n°18 sise au lieu-dit « les Portes », d'une superficie de 3 ha 620 ca, appartenant à la société BNP PARIBAS SA ;

CONSIDERANT que ce terrain est situé en rive droite du cours d'eau dénommé « le Furon » dans un secteur montagneux, classé en zone naturelle et en espace boisé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage est propriétaire de plusieurs parcelles en rive droite du Furon, et notamment de la parcelle mitoyenne cadastrée section D n°17 ;

CONSIDERANT que l'acquisition de cette parcelle s'inscrit dans le cadre de la préservation des espaces naturels remarquables et de la conservation des espaces forestiers de montagne de la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT que cette acquisition contribue ainsi à la maîtrise foncière des tenements situés en rive droite du cours d'eau dénommé « le Furon » ;

CONSIDERANT que par courrier de la commune de Sassenage en date du 24 janvier 2016 portant bon pour accord de la BNP SA, l'acquisition de ladite parcelle s'effectue de façon amiable à l'euro symbolique ;

PRECISE que cette acquisition étant d'un montant inférieur au seuil de consultation obligatoire, l'avis de France Domaine n'est pas un préalable requis ;

PRECISE que tous les frais relatifs à cette acquisition, et notamment les frais d'acte sont à la charge exclusive de la BNP SA qui s'y engage ;

CONSIDERANT qu'il convient que le Conseil Municipal approuve ladite acquisition à la société PARIBAS SA, et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette acquisition, notamment l'acte de vente et tous documents relatifs à cette affaire.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée section D n°18 d'une superficie d'environ 3 ha 620 ca, sise Lieu-dit les Portes, auprès de la société BNP PARIBAS SA dont le siège social est sis au 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris, représentée par Monsieur Philippe BORDENAVE, Directeur Général Délégué de la société, avec faculté de désigner tous mandataires spéciaux en vertu de la subdélégation de pouvoirs.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les actes notariés à intervenir dont l'acte authentique, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

DE DIRE que tous les frais relatifs à cette acquisition sont à la charge de la société BNP PARIBAS SA.

DE DIRE que la dépense est inscrite au budget primitif principal 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée section D n°18 d'une superficie d'environ 3 ha 620 ca, sise Lieu-dit les Portes, auprès de la société BNP PARIBAS SA dont le siège social est sis au 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris,

représentée par Monsieur Philippe BORDENAVE, Directeur Général Délégué de la société, avec faculté de désigner tous mandataires spéciaux en vertu de la subdélégation de pouvoirs.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les actes notariés à intervenir dont l'acte authentique, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

DE DIRE que tous les frais relatifs à cette acquisition sont à la charge de la société BNP PARIBAS SA.

DE DIRE que la dépense est inscrite au budget primitif principal 2016.

| |
|--|
| 17 - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION – SERVICE SCOLAIRE - COOPÉRATIVES SCOLAIRES ET DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX – RÉPARTITION 2016 |
|--|

Marie-Frédérique DI RAFAELE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

INDIQUE que, suite à la dissolution de l'association du Comité du tiers temps pédagogique, une somme est allouée aux coopératives scolaires afin de pouvoir organiser les activités culturelles précédemment financées par le Comité du tiers temps pédagogique ;

PRECISE que cette somme s'élève au total à : 9024€ soit 8 € par enfant ne bénéficiant pas des sorties de ski de fond (834 enfants) et 7 € par enfant bénéficiant des sorties de ski de fond (336 enfants) ;

PRECISE que la répartition entre les différentes coopératives scolaires s'effectue de la façon suivante :

| ECOLE PRIMAIRE : | HAMEAU | PIES | RIVOIRE | VERCORS |
|---|-----------------|-------------------|-----------------|------------------|
| Nombre d'élèves du 1 ^{er} cycle | 75 | 178 | 25 | 110 |
| Subvention coopérative pour les enfants du 1 ^{er} cycle (8 €/enfant) | 8 € x 75 = 600€ | 8 € x 178 = 1424€ | 8 € x 25 = 200€ | 8 € x 110 = 880€ |
| Nombre d'élèves du 2 ^{ème} cycle | 73 | 105 | 54 | 104 |
| Subvention coopérative pour les enfants du 2 ^{ème} cycle (7€/enfant) | 7 € x 73 = 511€ | 7 € x 105 = 735€ | 7 € x 54 = 378€ | 7 € x 104 = 728€ |

| ECOLE MATERNELLE : | HAMEAU | PIES | RIVOIRE | VERCORS |
|---------------------------|---------------|-------------|----------------|----------------|
|---------------------------|---------------|-------------|----------------|----------------|

| | | | | |
|--|-----------------|-------------------|-----------------|------------------|
| Nombre d'élèves de maternelle | 84 | 202 | 45 | 115 |
| Subvention coopérative pour les enfants du 1 ^{er} cycle (8€/enfant) | 8 € x 84 = 672€ | 8 € x 202 = 1616€ | 8 € x 45 = 360€ | 8 € x 115 = 920€ |

INDIQUE également qu'il convient d'allouer pour l'année 2016 aux délégués départementaux de l'Education Nationale une subvention de 150 € ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ALLOUER aux coopératives scolaires la somme de 9 024 € correspondant à des activités culturelles pour l'année scolaire 2015/2016 selon la répartition indiquée ci-dessus,

D'ALLOUER la somme de 150 € aux délégués départementaux de l'Education Nationale.

Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC du budget principal de la Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ALLOUER aux coopératives scolaires la somme de 9 024 € correspondant à des activités culturelles pour l'année scolaire 2015/2016 selon la répartition indiquée ci-dessus,

D'ALLOUER la somme de 150 € aux délégués départementaux de l'Education Nationale.

Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC du budget principal de la Ville.

| |
|--|
| <p align="center">18 - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION – SERVICE SCOLAIRE - PROJETS PÉDAGOGIQUES ET CLASSES DE DÉCOUVERTE - PARTICIPATION COMMUNALE 2016</p> |
|--|

Christine DURAND,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

RAPPELLE que la liste des projets pédagogiques et classes de découverte des écoles de la Commune pour l'année scolaire 2015/2016 a été validée lors de la commission extra-municipale en date du 30 novembre 2015 ;

RAPPELLE qu'il n'y a plus de participation financière du Conseil Départemental pour ces activités ;

SOULIGNE que la participation financière de la collectivité est de 10 000 euros ;

PRECISE que lors de la commission extra-municipale, il a été décidé de ne plus faire de répartition entre les petits projets (= sans nuitée) et gros projets (= avec nuitées) ;

INDIQUE que la répartition de la subvention s'élève à 8.54 € par élèves soit 10 000 euros divisé par le nombre total d'élèves inscrits soit 1170 élèves ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ALLOUER les sommes ci-après pour les projets pédagogiques et les classes de découverte pour l'année scolaire 2015/2016, aux coopératives scolaires de chaque école :

| PETITS PROJETS et GROS PROJETS - Budget : 8.54€ par élève | | | | | | |
|--|--|------------------------|---|-----------------------------|---|---|
| | Ecole / Nom de l'enseignant | Nombre d'élèves | Projet pédagogique | Coût total du projet | Participation demandée à la Mairie | Participation accordée par la Mairie |
| 18 | Ecole maternelle Hameau du Château BRUNO-RAMEAU, DAZY et FISCHER | 84 | Ecole et cinéma | 626.82€ | Non précisé | |
| Sous Total école maternelle Hameau du Château – 84 élèves | | | | | Non précisé | 717.36€ |
| 10 | Ecole élémentaire Hameau du Château Tous les enseignants | 148 | Séance planétarium itinérant | 480.00€ | 480.00€ | |
| 11 | Ecole élémentaire Hameau du Château Tous les enseignants | 148 | Parcours culturel de l'élève (spectacle vivant) | 1700.00€ | 1000.00€ | |
| 12 | Ecole élémentaire Hameau du Château Tous les enseignants | 148 | Secourisme | 450.00€ | 450.00€ | |
| Sous Total école élémentaire Hameau du Château – 148 élèves | | | | | 1930.00€ | 1263.92€ |
| 4 | Ecole maternelle des Pies Tous les enseignants | 202 | Démarches scientifiques | 2500.00€ | 1500.00€ | |
| Sous Total école maternelle des Pies – 202 élèves | | | | | 1500.00€ | 1725.08€ |
| 19 | Ecole élémentaire des Pies RIVOIRE | 22 | L'école d'autrefois | 772.80€ | 440.00€ | |
| 20 | Ecole élémentaire des Pies SUBLET et MARTY | 57 | Préhistoire et Antiquité | 2374.75€ | 1140.00€ | |
| 21 | Ecole élémentaire des Pies POUGET/BONTA, DOUTRELEAU/ DARAGON | 62 | Classe découverte vélo | 20612.00€ | 3100.00€ | |
| Sous Total école élémentaire des Pies – 283 élèves | | | | | 4680.00€ | 2416.82€ |

| | | | | | | |
|--|---|----|---|-------------|-------------|-----------------|
| 1 | Ecole maternelle Rivoire de la Dame BERTET et MAITREJEAN | 45 | Découvrir l'art et la culture sous différentes formes | 1520.00€ | Non précisé | |
| Sous Total école maternelle Rivoire de la Dame – 45 élèves | | | | | Non précisé | 384.30€ |
| 14 | Ecole Rivoire de la Dame élémentaire Tous les enseignants | 79 | Création d'un spectacle | Non précisé | 100.00€ | |
| 15 | Ecole Rivoire de la Dame élémentaire BERGONZOLI | 27 | Sortie ski nordique et nature | 2160.00€ | 780.00€ | |
| 16 | Ecole Rivoire de la Dame élémentaire Tous les enseignants | 79 | Initiation aux 1ers secours | 250.00€ | 250.00€ | |
| 17 | Ecole Rivoire de la Dame élémentaire Tous les enseignants | 79 | Développer la vie culturelle et les références culturelles des élèves | Non précisé | 200.00€ | |
| Sous Total école élémentaire Rivoire de la Dame – 79 élèves | | | | | 1330.00€ | 674.66€ |
| 2 | Ecole maternelle VERCORS CREMER | 28 | Devenir des petits cuisiniers et des petites cuisinières | 640.35€ | 181.10€ | |
| 5 | Ecole maternelle VERCORS PUEL | 30 | Les petites bêtes de la mer | 1000.00€ | 185.00€ | |
| 6 | Ecole maternelle VERCORS PERRIN | 29 | Les petites bêtes de... | 1130.00€ | 200.00€ | |
| 9 | Ecole maternelle VERCORS VIGUIER | 28 | Raconte-moi un milieu humide | 1100.00€ | 200.00€ | |
| Sous Total école maternelle VERCORS – 115 élèves | | | | | 766.10€ | 982.10€ |
| 7 | Ecole élémentaire Vercors BONY | 19 | A la découverte du musée | 125.54€ | 125.54€ | |
| 13 | Ecole élémentaire VERCORS MOUSSET | 26 | Classe découverte vélo | 20612.00€ | 1300.00€ | |
| 8 | Ecole élémentaire Vercors DAVER MARTIN RIZZATO | 42 | Danse en Isère | 410.33€ | 410.33€ | |
| Sous Total école élémentaire VERCORS – 214 élèves | | | | | 1835.87€ | 1827.56€ |
| TOTAL GENERAL | | | | | 12041.97€ | 9991.80€ |

Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** CINQ ABSTENTIONS, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET**

DECIDE,

D'ALLOUER les sommes détaillées dans le tableau ci-dessus, pour les projets pédagogiques et les classes de découverte pour l'année scolaire 2015/2016, aux coopératives scolaires de chaque école.

| |
|--|
| <p>19 - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION – SERVICE SCOLAIRE – SIGNATURE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CLUB INTER-ÉTABLISSEMENTS ET COLLECTIVITÉS (CIEC)</p> |
|--|

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire du 2 mai 2008 dans le cadre du Grenelle de l'environnement, relative à l'exemplarité de l'Etat en matière de restauration collective ;

VU le programme Ambition Bio 2017 réaffirmant en mai 2013 les objectifs du Grenelle ;

VU le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire lancé en juin 2013 et le Plan National de l'Alimentation 2014 visant à atteindre 40% d'achats de proximité ;

VU la délibération en date du 28 mai 2015 autorisant Monsieur le Maire a signé la charte pour la création d'un club inter-établissements et collectivités (CIEC) pour la promotion d'une restauration scolaire responsable et durable, et nommant Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO comme représentant la collectivité ;

CONSIDERANT la volonté municipale impulsée depuis de nombreuses années de proposer une alimentation de qualité en intégrant des aliments bio pour l'ensemble des repas proposés aux élèves dans les restaurants scolaires de la ville et en proposant depuis septembre 2014, aux familles qui le souhaitent, un repas sans viande, favorisant ainsi une alimentation différenciée ;

CONSIDERANT la signature de la charte « Manger Bio Local en Entreprise » proposée sur l'agglomération grenobloise et plus généralement en Rhône-Alpes qui décline les objectifs suivants :

- Promouvoir l'accessibilité à une alimentation de qualité via l'intégration de produits biologiques d'origine rhônalpine,
- Promouvoir le développement de l'agriculture biologique rhônalpine,
- Créer du lien entre tous les acteurs du « champ à l'assiette » (l'agriculteur biologique, le consommateur final, l'entreprise, la société de restauration collective mais aussi les acteurs logistiques) en créant des partenariats durables,
- Etablir un système économique juste, éthique pour tous ces acteurs : des prix équitables et concertés,
- Agir sur la santé des salariés à travers leur assiette,
- Protéger l'environnement et les ressources naturelles, respecter les écosystèmes et s'inscrire dans une démarche durable.

PRECISE que cette convention complète et modifie la charte précédemment actée afin de prendre en compte l'évolution du CIEC et de déterminer les règles de son fonctionnement et de sa gouvernance. L'objectif étant de créer un espace commun d'échanges entre ses membres, étant précisé que la qualité de membres du CIEC s'obtient par la signature de la présente convention ;

PROPOSE au Conseil Municipal,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat du CIEC Rhône-Alpes-Auvergne ci-annexée complétant et modifiant la charte précédemment actée.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat du CIEC Rhône-Alpes-Auvergne ci-annexée complétant et modifiant la charte précédemment actée.

| |
|--|
| 20 - PÔLE VIE DE LA CITÉ - CENTRE ASSOCIATIF SAINT-EXUPÉRY – REMBOURSEMENT PAR LE TRÉSOR PUBLIC |
|--|

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que Madame DEROCHE Marie-Françoise ne peut plus assister aux cours de gym Pilates du lundi, pour raison de santé ;

PRECISE que Madame DEROCHE Marie-Françoise a effectué le versement complet de son adhésion au centre Saint-Exupéry, soit 144 €, et qu'elle est dans l'impossibilité de poursuivre cette activité de Pilates depuis le mois de janvier 2016 (certificat médical à l'appui) ;

INDIQUE que le chèque a été encaissé ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DECIDER le remboursement par le Trésor Public du second semestre de son adhésion annuelle, soit 100,80 €, à Madame DEROCHE Marie-Françoise, compte tenu de la situation particulière,

DE PROCEDER à ce remboursement en émettant un mandat administratif sur les crédits disponibles au budget principal 2016 de la Ville (*Imputation budgétaire : compte FIN/673/STEX*).

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE FAIRE REMBOURSER à Madame DEROCHE Marie-Françoise, par le Trésor Public, le second semestre de son adhésion annuelle, soit 100,80 €, compte tenu de la situation particulière,

DE PROCEDER à ce remboursement en émettant un mandat administratif sur les crédits disponibles au budget principal 2016 de la Ville (*Imputation budgétaire : compte FIN/673/STEX*).

| |
|--|
| <p>21 - PÔLE VIE DE LA CITÉ - CENTRE ASSOCIATIF SAINT-EXUPÉRY – MISE À DISPOSITION DES SALLES MUNICIPALES AUX ENTREPRISES</p> |
|--|

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.2122-21, L.2144-3, L.2212-2 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT les demandes de mise à disposition de salles municipales émanant des entreprises afin de leur permettre de bénéficier d'une salle pour leurs réunions, séminaires, formations, hors manifestations festives ou religieuses ;

CONSIDERANT que la mise à disposition d'espaces de travail pour les entreprises est un facteur d'encouragement au développement de l'activité économique de Sassenage et d'amélioration de l'image de dynamisme de la ville ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER la mise à disposition de salles municipales aux entreprises pour leurs réunions, séminaires, formations, en dehors de toute manifestation festive ou religieuse ;

DE CREER un tarif spécifique de mise à disposition de salles municipales pour les entreprises (usage professionnel), dont le montant est :

Petites salles (voute 1 et 2, petite salle Engenières) :
10€/ heure, 30€/ demi-journée, 50€ / journée

Grandes salles (Jacques Prévert, maison des clubs) :

15€/ heure, 40€/ demi-journée, 70€ / journée

Entreprises extérieures (quelle que soit la salle) :

20€ / heure, 60€ / demi-journée, 100€/ journée

DE RAPPELER que, concernant les actualisations de tarifs déjà créés, les montants seront déterminés par le Maire, en vertu de la délégation conférée par la délibération municipale du 15 avril 2014 prise sur le fondement de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelynne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** CINQ ABSTENTIONS, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET**

DECIDE,

D'AUTORISER la mise à disposition de salles municipales aux entreprises pour leurs réunions, séminaires, formations, en dehors de toute manifestation festive ou religieuse ;

DE CREER un tarif spécifique de mise à disposition de salles municipales pour les entreprises (usage professionnel), dont le montant est :

Petites salles (voute 1 et 2, petite salle Engenières) :

10€/ heure, 30€/ demi-journée, 50€ / journée

Grandes salles (Jacques Prévert, maison des clubs) :

15€/ heure, 40€/ demi-journée, 70€ / journée

Entreprises extérieures (quelle que soit la salle) :

20€ / heure, 60€ / demi-journée, 100€/ journée

DE RAPPELER que, concernant les actualisations de tarifs déjà créés, les montants seront déterminés par le Maire, en vertu de la délégation conférée par la délibération municipale du 15 avril 2014 prise sur le fondement de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

**22 - PÔLE VIE DE LA CITÉ – SERVICE DES SPORTS – AUTORISATION DE SIGNATURE
AVEC LE RECTORAT D'ACADÉMIE D'UNE CONVENTION POUR L'ENSEIGNEMENT DE
LA NATATION À L'ÉCOLE PRIMAIRE - PISCINE MUNICIPALE DE SASSENAGE**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L. 312-1 du code de l'éducation;

VU le code du sport, et notamment l'article 43 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (loi AVICE)

VU l'arrêté du 21 novembre 2011 - J.O. du 7 décembre 2011;

VU, ensemble, les circulaires n°2011-090 du 7 juillet 2011, n° 97-178 du 18 septembre 1997, n° 91-124 du 6 juin 1991, n° 92-196 du 3 juillet 1992

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de conclure une convention avec le Rectorat d'Académie de Grenoble relative à la participation de personnels de la piscine municipale de Sassenage aux activités d'enseignement de la natation et des activités aquatiques dans les écoles maternelles et élémentaires du département;

CONSIDERANT que cette convention consiste à mettre à disposition la piscine municipale de Sassenage et des intervenants pour les besoins de l'enseignement public primaire;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention

**23 - PÔLE VIE DE LA CITÉ - SPORTS – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À
L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE SASSENAGE FOOTBALL**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'association ;

VU l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales relatif au contrôle sur les associations subventionnées ;

VU la délibération du 22 mars 2012 permettant le paiement de frais exceptionnels engagés par les associations sassenageoises ;

CONSIDERANT que l'association Union Sportive Sassenage Football a porté le dossier d'homologation de l'éclairage du terrain synthétique du Complexe sportif Paul Vieux Melchior et a assuré le paiement des factures correspondant à cette démarche ;

CONSIDERANT les copies de factures acquittées par l'USS Foot, n° 12446 du 25 septembre 2015 et n° 2015/11/001 du 10 novembre 2015, qui ont été transmises à la Mairie de Sassenage comme trace du règlement initial de cette dépense par cette association ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle à l'association Union Sportive Sassenage Football d'un montant de 225,70 € (deux cents vingt cinq euros et soixante-dix centimes), correspondant au remboursement des frais occasionnés auprès de la fédération française de football et du district de l'Isère de football,

DE PRECISER que la dépense sera imputée sur le compte budgétaire suivant :
FIN/6574/ASSOC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle à l'association Union Sportive Sassenage Football d'un montant de 225,70 € (deux cents vingt cinq euros et soixante-dix centimes), correspondant au remboursement des frais occasionnés auprès de la fédération française de football et du district de l'Isère de football,

DE PRECISER que la dépense sera imputée sur le compte budgétaire suivant :
FIN/6574/ASSOC.

| |
|---|
| 24 - PÔLE VIE DE LA CITÉ – SERVICE DES SPORTS - ACTUALISATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES INSTALLATIONS SPORTIVES MUNICIPALES |
|---|

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du 17 décembre 2015 ;

EXPOSE que compte tenu des modifications de fonctionnement des équipements sportifs et de la signature d'une nouvelle convention de mise à disposition des équipements sportifs, l'actualisation du règlement intérieur des installations sportives municipales est nécessaire ;

PRECISE que cette modification porte sur les conditions d'accès et d'utilisation des équipements sportifs de manière générale, excepté la piscine municipale qui possède son propre règlement intérieur ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER ce nouveau règlement intérieur des installations sportives municipales pour une application dès le 8 avril 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* CINQ ABSTENTION(S), - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET,

DECIDE,

D'APPROUVER ce nouveau règlement intérieur des installations sportives municipales pour une application dès le 8 avril 2016.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 08 avril 2016

Le Maire

Christian COIGNÉ.

Affichage le : 12 avril 2016

